

Unité Inter-Départementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 17 octobre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS CETBOUYER LEROUX**

L'Etablère  
BP 5  
49280 La Séguinière

Références : EC-2025-463-INSP-SAS CET Bouyer Leroux-La Séguinière-RAP  
Code AIOT : 0006300991

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement SAS CET BOUYER LEROUX implanté à La Cachotière 49280 La Séguinière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du récolement de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié par l'arrêté ministériel du 7 août 2023.

Cet arrêté vise en particulier à identifier et prescrire les meilleures techniques disponibles applicables aux ISDND, afin de disposer d'un référentiel pertinent dans le cadre de la procédure de réexamen IED.

Il vise également à améliorer la lutte contre les incendies dans ces installations et à faciliter l'exploitation des casiers de stockage de déchets exploités en mode bioréacteur pour optimiser leur production de biogaz.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS CET BOUYER LEROUX
- La Cachotière 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006300991
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SAS CET BOUYER LEROUX exploite, sur le territoire de la commune de La Séguinière une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Cette ISDND « La Cachotière » est exploitée depuis 1999. D'une superficie d'environ 25,5 ha, elle comprend 4 grands casiers découpés en 28 subdivisions (alvéoles et casiers exploités en mode bioréacteur).

Elle est réglementée par arrêté du 11 juin 2010 (DIDD-2010-n° 348), complété par un arrêté du 18 mars 2014 (DIDD-2014-n° 62) qui prévoit un fonctionnement en mode bioréacteur des alvéoles de stockage mises en service à compter de sa notification et par un arrêté du 22 janvier 2019 (DIDD-2019-n° 22) qui autorise une durée d'exploitation de 24 mois pour chaque casier bioréacteur. L'arrêté préfectoral DIDD-2022 n°128 du 17 mai 2022 autorise SAS CET BOUYER LEROUX à poursuivre l'exploitation des casiers en réhausse des anciens casiers.

L'exploitant est autorisé à exploiter les casiers dans l'ordre suivant, par courrier de la préfecture du 23 septembre 2024 : C1- C3 - C2.

Le casier en cours d'exploitation est le casier C3.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis I	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
9	Application des meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II et III	Sans objet
3	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet
4	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	Sans objet
6	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	Sans objet
7	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	Sans objet
8	Application des meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Sans objet
10	Application des meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	Sans objet
11	Application des meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	Sans objet
12	Programme de surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 III et 23	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- compléter sous trois mois le plan de défense incendie ;
- intégrer les résultats de détection et de réparation des fuites de biogaz dans les rapports annuels d'activité.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Lutte contre les incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan de défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;</li> <li>- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> </ul>

- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

#### **Constats :**

L'exploitant présente le plan de défense incendie d'octobre 2025. Le plan comprend les éléments suivants :

- procédure d'urgence en cas d'incendie ou d'explosion sous forme de schéma d'alarme et d'alerte ;
- procédure d'urgence en cas d'incendie/explosion sur le réseau de captage et unité de combustion du biogaz sous forme de schéma d'alarme et d'alerte ;
- procédure d'évacuation en situation d'urgence sous forme de schéma d'alarme et d'alerte ;
- le plan de situation indiquant : l'entrée du site, le point de rassemblement, le chemin d'accès pour la zone en exploitation, la zone en exploitation, la cuve GNR, la station biogaz, les produits chimiques dangereux, le bassin pompier ;
- le suivi des formations du personnel.

L'exploitant transmet également les éléments suivants :

- le compte-rendu de l'exercice incendie du 6 mai 2024 ;
- le plan des réseaux d'eau ;
- le plan des réseaux de dégazage.

L'exploitant déclare que ce document se veut pragmatique et destiné au SDIS.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter le plan de défense incendie des éléments suivants :

- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y

compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Lutte contre les incendies

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II et III

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transmission du plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

**Constats :**

L'exploitant présente le mail d'octobre 2024 mentionnant l'envoi du plan de défense incendie au SDIS.

L'exploitant indique qu'il complètera le plan de défense incendie et le transmettra de nouveau au SDIS.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Lutte contre les incendies

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI

**Thème(s) :** Risques chroniques, Dispositif de détection des départs d'incendie

**Prescription contrôlée :**

VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

**Constats :**

Le casier en exploitation dispose de caméras thermiques pour lever le doute en cas d'alerte.

L'exploitant a contractualisé avec l'entreprise Idé Systèmes qui effectue une visite de contrôle annuel sur les équipements suivants : la centrale alarme, le coffret de relayage, la baie, le mât relai, le mât caméra.

Les contrôles suivants sont réalisés :

- alimentations ;
- zones couvertes ;
- transmission IP et GSM ;

- nettoyage des caméras et des antennes ;
- test alarme feu et pré-alarme feu ;
- visualisation à distance de la vidéo et des enregistrements ;
- écran d'accueil.

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle d'Idé Systèmes en date du 23 juin 2025.

Le système est opérationnel en permanence : l'entreprise Securitas vérifie toutes les 3 heures la connexion internet et GSM.

L'exploitant a également transmis le PV de réception des équipements de télésurveillance en date du 30 avril 2018.

L'exploitant a fourni un rapport de surveillance de Securitas indiquant les interventions réalisées sur le mois de septembre 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Lutte contre les incendies

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI

**Thème(s) :** Risques chroniques, Alarme et rondes régulières

##### **Prescription contrôlée :**

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.

Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

##### **Constats :**

Le dispositif est associé à une alarme à destination du personnel sous forme de SMS, mail et appel téléphonique.

Le système fonctionne 24h/24 et 7j/7.

Bien que la connexion soit toujours vérifiée par Securitas, l'exploitant désactive les alertes sur la détection incendie pendant les heures ouvrées, du fait de la présence permanente de personnel au niveau de la zone en cours d'exploitation. Le système d'alerte est uniquement maintenu sur les défauts techniques de l'installation pendant les heures ouvrées.

L'exploitant a mis en place l'organisation suivante :

- les derniers déchets sont réceptionnés jusqu'à 17h00 au maximum ;
- un salarié est présent sur le casier d'exploitation jusqu'à 18h00 pour des opérations de compactage des déchets.

La société Securitas réalise une ronde à partir de 19h; cette ronde est tracée grâce au badgeage (carte FID) de l'entreprise de sécurité au niveau du quai de déchargement du casier en cours d'exploitation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Lutte contre les incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyen d'alerte des secours
<b>Prescription contrôlée :</b>  VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  Le SDIS est averti par téléphone soit par Securitas, soit par un salarié de l'entreprise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Lutte contre les incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Formation du personnel / matériaux de recouvrement
<b>Prescription contrôlée :</b>  VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
<b>Constats :</b>  Le plan de défense incendie liste les salariés formés pour les conduites d'engins nécessaires à une intervention en cas d'incendie. Les entreprises extérieures ont pour consigne d'alerter l'exploitant en cas de départ de feu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Lutte contre les incendies**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exercice incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le compte-rendu de l'exercice du 6 mai 2024. L'exercice n'a pas mis en avant d'action corrective à mettre en œuvre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 8 : Application des meilleures techniques disponibles (MTD)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle de l'étanchéité des installations de traitement du biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant présente son plan de contrôle général qui comprend l'ensemble des contrôles réglementaires avec mention des dates anniversaires de contrôle ; ce plan de contrôle intègre le suivi des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Un contrôle visuel de l'installation de valorisation et de destruction du biogaz est effectué quotidiennement (odeurs, bruit, H <sub>2</sub> S, détection de fuite). L'exploitant dispose de fiches par élément de contrôle indiquant les actions à réaliser en phase de fonctionnement normal et en phase accidentelle. L'exploitant a contractualisé avec l'entreprise Secauto qui assure annuellement notamment les contrôles suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ les capteurs ;</li><li>➤ les débitmètres ;</li><li>➤ l'étanchéité des brides ;</li><li>➤ l'étalonnage des équipements.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Application des meilleures techniques disponibles (MTD)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Détection et réparation des fuites de biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b>  V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un programme de maintenance préventive incluant le contrôle notamment du réseau, des vannes, des têtes de puits. L'exploitant s'est également équipé d'un détecteur laser portatif de fuite.

<p>L'exploitant réalise également tous les 5 ans une cartographie des émissions diffuses à l'aide d'un drone. La dernière campagne date du 23 novembre 2023.</p> <p>Lors des contrôles par une entreprise extérieure, l'exploitant est présent et procède aux réparations immédiates (serrage de brides par exemple). Il fait intervenir une entreprise d'étanchéité si nécessaire.</p> <p>Les résultats des mesures de détection et de réparation des fuites ne sont pas intégrées dans le rapport annuel d'activité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'intégrer les résultats des mesures de détection et de réparation des fuites dans le prochain rapport annuel d'activité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 10 : Application des meilleures techniques disponibles (MTD)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation.</p> <p>Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède au suivi de la consommation d'eau sur l'ensemble du site depuis 2017.</p> <p>Le suivi concerne les eaux sanitaires, les eaux de la station lixiviats et les eaux de la station de lavage.</p> <p>Le résultat du suivi est reporté dans le rapport annuel d'activité.</p> <p>Pour l'année 2024, la consommation de l'installation de La Cachotière est de 70 m<sup>3</sup>. Une alerte personnalisée, en cas de consommation journalière supérieure à 300 litres d'eau a été mise en place (réception d'un mail et d'un SMS).</p> <p>Une fuite d'eau en fin d'année 2024 a nécessité l'intervention de la société "Les gars des eaux" pour recherche de fuite ce qui a entraîné le changement d'un raccord et d'un robinet flotteur de wc.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 11 : Application des meilleures techniques disponibles (MTD)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilan énergétique annuel de la consommation et production d'énergie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ; ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ; iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...].  Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
<b>Constats :</b>  L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie reporté dans le rapport annuel d'activité. Les chiffres 2024 : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ consommation d'électricité : 742 628 kWh</li><li>➤ consommation de carburant : 45 824 litres</li><li>➤ quantité de biogaz collecté : 3 934 886 Nm<sup>3</sup></li><li>➤ production de biogaz brûlé par la torchère : 731 205 Nm<sup>3</sup></li></ul> Le biogaz produit est valorisé sous forme de chaleur pour alimenter la briqueterie voisine. La part valorisée est dépendante des besoins de la briqueterie. Il n'est donc pas nécessaire de produire une étude technico-économique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Programme de surveillance des rejets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 III et 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ajout des nonylphénols
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 11 III. : Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I. [...] Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I sont rejetés dans le milieu naturel. Article 23 : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a mis en place le suivi du nonylphénol sur les eaux de rejet vers le milieu naturel, à une fréquence trimestrielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite